
Exemplaire destiné exclusivement à **Geoffroy PELLEVOIZIN** - Abonné n°AA042844

Privat s'appuie sur une escouade d'enquêteurs face à Kolomoisky

Le 24 février, la haute cour de Londres a refusé la demande de la **PrivatBank** d'auditionner à nouveau son ex-proprétaire, **Igor Kolomoisky**. Conseillée par le cabinet **Hogan Lovells**, la banque nationalisée par l'Ukraine en 2016 cherchait à prouver que l'oligarque avait mené une opération d'extraction de bitcoin d'une valeur de 50 millions \$ entre 2017 et 2019 en Géorgie, afin d'échapper au gel de ses avoirs. Pour mener cette traque des avoirs, toujours en cours, Hogan Lovells s'est appuyé sur le cabinet de renseignement d'affaires **Diligence**, de **Nick Day**. Le cabinet d'avocats fait régulièrement appel à cette société pour des enquêtes de recouvrement d'avoirs ([IOL n°762](#)).

Pour plonger dans le monde du bitcoin, Hogan Lovells a fait appel à l'ancien gendarme français **Edouard Klein**, qui a longtemps opéré au sein du **Centre de lutte contre les criminalités numériques (C3N)** de la gendarmerie. Analyste expert de la *blockchain* du bitcoin, il officie en tant que consultant au travers de sa structure **Beaver Labs**. Il est aussi *Chief Data Scientist* (CDS) de la société de cybersécurité **Sekoia**.

La traque se fait dans un contexte de plus en plus difficile : en disgrâce sous **Petro Porochenko**, Igor Kolomoisky est aujourd'hui au plus près de la présidence de **Volodymyr Zelensky** ([IOL n°829](#)), ce qui n'est pas sans déplaire à Washington qui a interdit à l'oligarque d'entrer sur le territoire américain le 5 mars.

En décembre 2016, Porochenko avait exproprié Kolomoisky, à la suite de quoi le gouvernement avait commandé un audit à **Kroll** qui avait conclu que la banque avait été le théâtre d'un schéma massif de fraude ([IOL n°858](#)).

© Copyright Intelligence Online.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 108398356



Publication éditée par le groupe Indigo Publications
(Paris)
Publié sur IntelligenceOnline.fr (Commission paritaire
1225 Z 90645)